

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

le 2e congrès
de la n.a.r.
(pages 6 et 7)

solidarité avec Solidarność

(M 2242 - 350 - 5 F) 31 DÉCEMBRE 1981 AU 13 JANVIER 1982 - 12ème année - N° 350 - 5 F



quand nos lecteurs prennent la parole...

MILITANTISME ET PRATIQUE RELIGIEUSE

Dans le numéro 347 de «Royaliste», l'article d'Alain Solari «Vers le renouveau de l'Eglise de France» m'a paru quelque peu tendancieux et appelle, je crois, quelques réserves que je me permettrai d'exprimer.

Partant de l'Assemblée à Lourdes des Evêques de France, l'auteur interprète les textes dans un sens qui ne me semble pas être celui de l'Episcopat français. Si j'ai bien compris l'article, il salue en effet «un sursaut salutaire» de l'Eglise qui avait pris une mauvaise orientation en mettant l'accent sur la pastorale missionnaire délaissant la pastorale ordinaire... en privilégiant les militants au détriment des simples pratiquants... (soulignée encore par la photo !). Or tout cela me paraît profondément injuste et ne ressort nullement des textes de Lourdes. A l'entendre, il semblerait que l'Eglise de France n'est pas l'Eglise de tous, puisque, selon Gérard Leclerc, elle veut redevenir populaire sans exclusives (terme on ne peut plus équivoque et qui en réalité ne veut rien dire).

Il y a là, je pense, un procès d'intention contre l'Eglise post-conciliaire. En fait, de nombreux catholiques ont profité du Concile pour quitter l'Eglise sur la pointe des pieds pour une vie plus commode et essaient maintenant de se dédouaner en accusant l'Eglise d'avoir fait fausse route par l'action de ses militants. Cette attitude est vraiment trop facile et injustifiable. Personnellement je suis resté dans l'Eglise et je l'ai vu évoluer de l'intérieur grâce justement à ses militants. Eux, n'ont pas attendu Jean-Paul II pour se redécouvrir catholiques. Je trouve d'ailleurs curieux de voir de telles réactions dans «Royaliste» et de la part de militants de la N.A.R. Dans l'analyse que je fais de l'évolution de l'Eglise et de la Politique, j'avais cru voir au contraire un parallélisme entre les deux mouvements. La N.A.R. n'a-t-elle pas fait évoluer le royalisme dans un sens favorable grâce à ses militants... Les militants chrétiens de tous ordres (action catholique, action caritative, catéchèse, etc...) n'ont-ils pas fait évoluer leur Eglise dans la vie même du monde... Et vous semblez appeler de vos vœux le retour d'une Eglise de simples pratiquants, c'est-à-dire de gens qui se contentent d'assister à la messe le dimanche, de faire leurs Pâques... et qui passent par l'Egli-

se pour les grandes occasions de la vie : baptême, première communion, mariage et funérailles... ceux que l'on retrouve dans les sondages votant à droite ... !

Pour moi il n'y a pas à opposer «pastorale missionnaire» et «pastorale ordinaire». Les deux vont de pair et le vœu des Evêques de France est plutôt que les simples pratiquants deviennent des militants. L'Eglise est et a toujours été ouverte à tous ceux qui veulent annoncer «la bonne nouvelle». Mais les chrétiens doivent vivre leur vie chrétienne tous les jours; la politique fait partie de la vie chrétienne mais la vie chrétienne ne se résume pas à une option politique. En jugeant l'Eglise de l'extérieur on risque souvent d'être superficiel et quelquefois injuste.

Je tenais à vous donner la réaction d'un chrétien qui croit simplement que «pratiquer» et «militier» ne font qu'un et sont à la base de toute vie chrétienne. Tout le reste est littérature !

J.G.
Noisy-le-Sec

L'EMIGRATION ? J'EN SUIS, MOI

(...) La goutte qui fait déborder mon vase, c'est cette phrase de G. Hauberville dans «Feuilles d'en marge» (numéro 348) : «Car on sait que la droite, depuis 89, depuis que la droite est la droite, flatte le pire : le pire, c'est l'émigration de Coblence, les Fourgons de l'étranger, etc.»

Et bien, je regrette, j'en suis, moi, de l'émigration ! Avec les fusillés de Quiberon, avec Louis XVIII, Charles X, Louis-Philippe et même Louis XVI, s'il avait pu s'échapper... Hauberville est-il royaliste et dans ce cas plus royaliste que quatre rois ? Depuis quand les émigrés sont-ils le pire de la droite ? Vous êtes moins sévère à la NAR avec les émigrés qui réussissent, De Gaulle, Santiago Carillo, Khomeiny et autre Boumediène...

Y.H.
Nantes

TOUT BIEN REFLECHI

Courant juin, je vous avais écrit pour donner mon sentiment critique à l'égard des positions prises par vous-même et votre mouvement.

Aujourd'hui, toujours abonné à «Royaliste», ayant profité d'une offre récente pour connaître quelques unes de vos propositions par l'intermédiaire du «Lys Rouge», après avoir lu également votre livre «La Révolution tranquille», il me faut admettre avoir compris vos souhaits, vos attitudes, je soutiens maintenant votre action, sans toutefois en devenir un «pantin».

Actuellement étudiant, j'ai travaillé pendant un an et ai connu certaines des peines parfois causées par le travail, mais je comprends, après les déclarations

hypocrites des élections, et bientôt confronté aux problèmes de l'emploi, ce que représente le chômage, la justice sociale. De plus, étudiant l'économie, je réalise combien est difficile le changement qui s'opère par tous les secteurs de l'économie.

Pourtant l'Histoire qui «n'est qu'un perpétuel recommencement» a oublié le Roi dans cet échiquier, personnage représentant, l'honneur, le respect, l'indépendance de la France.

Cependant nationaliser les grands secteurs est une décision juste pour préserver les intérêts de la France, et non ceux des grandes sociétés multinationales, mais la libre entreprise en ce qui concerne les entreprises nationales, P.M.E., restera un garant du juste choix économique. L'étatisation est toujours synonyme de paralysie intérieure. Les entreprises «de pointe», d'informatique doivent être aidées. La défense de la France doit redonner à notre pays son rôle stratégique mondial. De ce point de vue, MM. Delors et Hernu ne s'écartent pas beaucoup de leurs prédécesseurs, et cela montre combien diriger et entreprendre les affaires nationales est tâche difficile.

Votre journal est convaincant, il est le courant d'un choix d'idées différentes, mais il doit le rester. Et je souhaite qu'il agrandisse son audience car, si pour la majorité des Français le royalisme, retour éventuel de la monarchie, entraîne plus le sourire que la conviction et l'espoir, cela est dû, je pense, à une mauvaise information, et à une presse quasiment inexistante ou bien peu connue (pour les Vosges déjà). Cela est mon avis personnel, et il a fallu que je sois curieux, audacieux, presque courageux, pour connaître votre journal. J'ai joint à cette lettre un chèque de 30 F, peu important, peut-être, (je travaille pour faire mes études) mais qui néanmoins viendra renflouer les souscriptions nécessaires à votre imprimerie car je souhaite (...) réussite et espoir pour la Nouvelle Action Royaliste.

D.C.
Mirecourt

NATION FRANÇAISE

on dema

Depuis le 10 mai une floraison de clubs politiques est apparue du côté de la droite qui espère ainsi renouveler sa pensée politique et recouvrer, lors des prochaines élections, le terrain perdu.

L'opposition tente ainsi ce que fit la gauche au cours des années 1960. En effet, celle-ci, laminée par l'avènement politique du gaullisme, multiplia la création de clubs de réflexion soit indépendamment des partis de gauche non communiste moribonds, soit en liaison avec eux, en vue de leur reconstitution. Ils contribuèrent en 1971 à la naissance du Parti socialiste dont les fondateurs exercent actuellement les plus hautes fonctions à la tête de l'Etat. Le plus célèbre de ces clubs fut certainement la Convention des Institutions Républicaines avec François Mitterrand et Charles Hernu, fondé en juin 1964. De même la droite libérale créa ses clubs dont le plus ancien date de 1965, s'appelle Perspectives et Réalités, fondé par Jean-Pierre Fourcade en association avec l'actuel Parti Républicain et a fourni les thèmes qui ont permis la victoire de Giscard d'Estaing aux élections présidentielles de 1974.

Dans la foulée de cette victoire s'est créé le Club de l'Horloge qui a fourni une caution idéologique au giscardisme en liaison avec des hommes tels que Louis Pauwels et Alain de Benoist qui investissaient le «Figaro» avec la bénédiction de son propriétaire Robert Hersant et créaient le «Figaro-magazine», l'organe luxueux de la bourgeoisie bien-pensante.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom Prénom
Année de naissance Profession
Adresse

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

nde des penseurs

Rappelons qu'Alain de Benoist et le GRECE (Groupe de Recherche et d'Enseignement sur la Civilisation européenne) veulent faire du gramscisme de droite en occupant le terrain intellectuel jusqu'ici laissé à la gauche disent-ils ! Ils pensent alors pouvoir conquérir le pouvoir politique. C'est ainsi qu'ils ont remis au goût du jour, par un habillage pseudo-scientifique les théories racistes, l'avortement et l'eugénisme pour éliminer la « lie biologique », le culte du chef-seigneur, chef d'entreprise ou énarque fonctionnaire.

Ces messieurs ont un goût prononcé pour le paganisme de « nos ancêtres les indo-européens » qui va de pair avec une haine pour la civilisation judéo-chrétienne tenue pour responsable de tous nos maux.



VI^e COLLOQUE DU CLUB DE L'HORLOGE 12 DÉCEMBRE 1981

■ «... quelques clubs dont l'horloge retarde dangereusement» (Mauroy)

De plus on peut compter parmi les clubs de droite anciens ou nouveaux, le Comité d'étude pour un nouveau contrat social présidé par Edgar Faure, le Club de Grenelle créé en 1977 par un ancien collaborateur de Jean-François Deniau, République et Démocratie fondé par Jean-Pierre Proureau du Parti radical et ancien secrétaire d'Etat aux P.M.E., ancien Grand Maître du Grand Orient de France. Depuis le 10 mai, au moins cinq clubs sont apparus : le Club 89 fondé par Michel Aurillac, ancien député R.P.R. de l'Indre, le P.A.G.E.L. ou Pacte d'action gouvernemental et libéral, dirigé par un ancien directeur du Cabinet de Jean-Pierre Soisson, Horizon 86 par Maître Frédéric Chartier, et enfin le dernier venu : «Solidarité et Liberté»

cofondé par Charles Pasqua (R.P.R.) et Paul d'Ornano (U.D.F.).

Malgré la diversité apparente, de nombreuses caractéristiques communes permettent de les regrouper. Tout d'abord ces clubs réunissent un nombre restreint -volontairement- d'adhérents ce qui favorise une souplesse de fonctionnement et recrutent de façon égale dans les deux principaux partis d'opposition mais aussi souvent des hommes, qui répugnent à l'action politique, issus de professions libérales, des cadres moyens ou supérieurs, des dirigeants d'entreprise et hauts fonctionnaires. Ils ont aussi des buts identiques, il s'agit en effet de fournir des arguments idéologiques à la droite pour la reconquête du pouvoir, arguments d'ailleurs pas toujours très neufs tel le libéralisme économique pur et dur à la Thatcher ou à la Reagan (qui sont en train d'échouer au point de vue économique).

Le Premier Ministre Pierre Mauroy les a bien épinglés il y a deux semaines lorsqu'il a déclaré : «l'opposition, faute de pouvoir trouver dans sa gestion d'hier ou dans les réalités d'aujourd'hui des thèmes pour ses campagnes de demain, se livre à une intense recherche intellectuelle. Les clubs fleurissent et les colloques succèdent aux colloques. L'intention est louable, malheureusement un gaullisme qui ne parvient plus à se survivre, un libéralisme discrédité se trouvent contraints de laisser le champ libre et trop souvent d'emprunter leurs idées à quelques activistes d'extrême-droite, à quelques clubs dont l'horloge retarde dangereusement. Quand la droite veut être nouvelle elle puise dans l'arsenal des doctrines anti-égalitaires et antichrétiennes qui ont produit, au cours de la première moitié de ce siècle, les catastrophes que nous connaissons tous. Il serait grave que, par simple hostilité à la politique du gouvernement, des démocrates se laissent ainsi abuser par de fausses idées neuves.»

On peut ainsi constater que Pierre Mauroy dénonce fort justement des idées et des hommes que la Nouvelle Action Royaliste a mis en lumière, et cela dès sa fondation et, avec raison, a condamnés.

Philippe LABARRIERE

«SUR DE LUI, ET DOMINATEUR...»

Cette phrase, que le général de Gaulle prononçait à propos d'Israël est aussi célèbre que son «Vive le Québec libre». Elle est aujourd'hui plus que jamais, d'actualité.

Nous montrions, dans le numéro 349 de «Royaliste»(1), en quoi la politique israélienne dans les territoires occupés est répressive et impérialiste tant dans les domaines économiques que militaires -l'annexion du Golan, votée à la sauvette par une majorité de la Knesset(2), à la suite d'un véritable coup de force de M. Begin, ne fait que confirmer cette analyse- l'argument qui consiste à justifier l'annexion en voulant donner à Israël des frontières «sûres», est spécieux. D'abord parce que la notion de «sûreté» est relative, qu'elle varie en fonction des époques et des armements (surtout quand on sait que l'Etat hébreu possède certainement l'arme atomique). Ensuite, et surtout, parce qu'un tel argument peut «justifier» tous les impérialismes. Il faut rappeler que le Golan a toujours appartenu à la Syrie et, qu'avant l'implantation des «colonies» (le mot est bienvenu) juives, la population était entièrement druze, circassienne ou alaouite.

Rétrospectivement, le voyage ambigu de M. Cheysson en Israël n'en paraît que plus inopportun (puisqu'il a paru resserrer les liens entre Paris et Israël). Cette impression est naturellement renforcée par les déclarations «vaseuses» de «Monsieur catastrophe» qui, dès qu'il ouvre la bouche, suscite la réprobation des amis de la France, comme de ses adversaires. Heureusement, l'annexion a été condamnée clairement par notre gouvernement, comme d'ailleurs par l'ensemble de la communauté internationale (les Etats-Unis, eux-mêmes s'y étant sentis contraints).

Il reste qu'après ce qui s'est passé, M. Chirac -une fois n'est pas coutume- a raison de déclarer impossible le voyage de M. Mitterrand en Terre Sainte. Telle est également notre position. L'incontestable droit d'Israël à la vie, ne saurait se confondre avec un impérialisme injustifiable.

A. SOLARI

(1) «Intransigeance israélienne et désunion arabe».

(2) Il est juste de signaler qu'une partie importante de l'opposition travailliste en refusant de voter l'annexion, s'est montrée clairvoyante.

NON INGÉRENCE

Chacun s'accorde à reconnaître -surtout par les temps qui courent- que le principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat est sacré. Il faut cependant ajouter qu'il vaut pour tous.

Y compris pour M. E. Galbraith, ambassadeur américain à Paris. Ce triste sire s'est en effet signalé dernièrement* par des déclarations intempestives, déplacées et, accessoirement, stupides. Au chapitre des stupidités, cette phrase : «J'aimerais bien faire une promenade en T.G.V., mais pas forcément avec M. Fiterman...». Que M. l'ambassadeur se paye son billet ! On aurait plutôt envie de l'accompagner au premier avion en partance pour Washington, lorsqu'il déclare : «Vous savez, nous sommes parfaitement conscients qu'il y a ici des gens, les communistes, qui à nos yeux sont les agents d'une force extérieure à la France, dirigée par les Russes.»

Soyons parfaitement clairs : les royalistes pensent qu'effectivement l'attitude pour le moins ambiguë du P.C. et de sa filiale syndicale, la C.G.T., pose problème. Nous sommes convaincus qu'en fait elle traduit une forme d'allégeance à Moscou dont les P.C. espagnol ou italien, par exemple, ont su se débarrasser. Mais faire des 15% de Français qui votent pour le P.C. des «agents de l'étranger» traduit une fausse idée d'un pays que M. Galbraith, de par ses fonctions, devrait pourtant connaître. Les réactions de base cégétiste et communiste le montrent bien. Mais surtout, il n'appartient pas à un représentant américain, ou de toute autre nationalité, de décider qui est un «bon» ou un «mauvais» Français. Lorsque, à propos de la Pologne par exemple, on réclame, à juste titre, la non-ingérence, il est bon de se tenir soi-même aux principes que l'on invoque. Les Français n'ont pas de leçon à recevoir de quiconque est étranger à ce pays.

En cette matière, M. l'ambassadeur n'a qu'un droit : celui de se taire !

Pierre CARINI

* Dans l'entretien publié, le 14 décembre, par «Le Matin».

**avez-vous
pensé à la
souscription?**

Il y a déjà plus de quinze jours que s'est abattu sur la Pologne le joug de la junte militaire. En quinze jours presque tout a déjà été dit et répété cent fois. C'est pourquoi nous avons choisi de publier ici deux témoignages originaux : — celui de Jean-Marie Surot, sous forme d'un journal de route, — et celui de notre ami Georges-Hubert de Radkowski, combattant de l'insurrection de Varsovie et fondateur de la revue «Znac».



■ Plaque commémorative du soulèvement de Poznań de juin 1956, élevé par la section de Solidarité d'une usine de matériels ferroviaires en juin 1981.

8 août

Gare de l'Est. Départ pour la Pologne. Emportons plusieurs kilos de lard, de saucisson, de beurre, d'huile, de sucre, etc., de quoi au moins, ne pas être trop à la charge de la famille de Katarzyna.

A 11 h. du soir, à Francfort-sur-le-Main, comme je me souciais déjà, de la fenêtre de notre wagon, de trouver le quai duquel devait partir le train de Varsovie, Katarzyna, ma femme, me montre du doigt une foule chargée de montagnes de valises et de colis. Pas besoin de chercher plus longtemps : ceux-là vont en Pologne. Je remarque surtout les énormes paquets d'Ariel, Skip et autres Omo : la Pologne manque de détergents. Dans notre compartiment ont pris place deux jeunes Silésiennes de Zabrze qui retournent chez elles avec... dix volumineuses valises. Avec notre unique valise, trois baluchons et un sac à dos nous faisons figure de

POLOGNE

pour qui sonne le glas

Ce citoyen qu'il faut, par tous les moyens, réduire, supprimer, anéantir, qu'il faut donc tuer. «L'homme nouveau» que nous propose le communisme n'est pas une figure creuse d'une vieille rhétorique révolutionnaire comme on le croit naïvement en Occident. Il est son projet en même temps que sa raison d'être. Et pour le susciter il faut tuer le vieil homme. La religion le fait symboliquement, le socialisme réel, physiquement (le peuple se révolte, alors il faut changer de peuple, écrivait B. Brecht). C'est pourquoi la lutte des Polonais n'est pas une lutte polonaise, «une affaire entre Polonais», mais une lutte des hommes pour l'homme, et contre la Bête, lutte de la vie contre la mort.

Une fois encore -mais, comme toujours, à quel prix, celui d'une tragédie ?- la Pologne est exemplaire : terre de prédilection de l'apocalypse en Occident, de sa révélation (au sens grec du mot). Car il ne faut pas se tromper, prendre des apparences pour la réalité cachée qui les révèle : depuis bientôt dix-huit mois, d'une manière continue et ouverte, pacifique d'abord, violente et sanglante aujourd'hui, depuis au moins vingt-cinq ans d'une manière discontinue (l'été de 1980 est celui du cinquième mouvement révolutionnaire en Pologne, les quatre

autres étant ceux de 1956, 1968, 1970, 1976), le but véritable et ultime du combat du peuple polonais, ce ne sont ni les salaires, ni l'approvisionnement du marché en denrées et produits de consommation plus ou moins courantes, ni les conditions de travail, ni même les libertés syndicales et civiles, à défaut des politiques, mais la vie, la vie même de l'homme. C'est la grande lutte, la «lutte finale», celle-là même que chante l'Internationale, des puissances de vie -dont les revendications particulières qui vont depuis l'exigence d'un salaire «décent» jusqu'au droit à la vérité, vérité dans les mass media, dans la vie professionnelle, dans les manuels scolaires, etc. ne constituent que des «indices», des manifestations apparentes - avec les puissances de mort.

Car le pouvoir totalitaire communiste, celui de la violence pure et nue, qu'il se lève à l'Orient ou qu'il se couche à l'Occident, qu'il soit chinois, soviétique, polonais ou cubain, est un pouvoir qui tue tout ce qu'il touche, l'âme, le cœur, l'esprit, le corps et jusqu'au paysage et à la nature. Machine infernale qui ne laisse derrière elle que le désert, machine dont tous les éléments sont conçus et agencés entre eux avec une logique implacable de manière à produire le néant. La terreur policière, admi-

nistrative, professionnelle y inclut la peur, la lâcheté, la dissimulation, la soumission servile; la propagande, ce lavage de cerveau permanent - depuis la maternelle, jusqu'à la mort - partout à l'œuvre, dans les affiches, journaux, livres, à la Radio et à la Télévision, au cinéma et au théâtre dans les réunions et manifestations collectives... y détruit la parole humaine en lui substituant la «langue de bois», ce langage nouveau où les mots possèdent un sens opposé à leur sens premier, le faux y signifiant le vrai (l'organe du mensonge officiel y porte le titre de *Pravda*, La Vérité); le recul, le progrès (dans la langue de bois ça se nomme «l'avenir radieux»); l'ignoble, le noble (dénoncer ses parents, amis, collègues...); le laid, le beau (v. l'art du «réalisme socialiste») etc.; la bureaucratisation proliférante, tatillonne et omniprésente de la vie publique et professionnelle y cultive la passivité, l'atonie, la crainte de toute initiative (si on veut éviter des «embêtements», mieux vaut se tenir coi en

COMMUNIQUÉ DE LA NAR 16 décembre 1981

La Nouvelle Action Royaliste, estimant que le drame vécu par le peuple polonais interdit tout acte publicitaire à ses militants et sympathisants, appelle ceux-ci à participer -comme ils l'ont déjà fait le 14 décembre, à toutes les manifestations populaires et unitaires de soutien à la lutte du peuple polonais, sans banderoles particulières et sans autres slogans que ceux affirmant «Solidarité avec Solidarité».

journal de voyage (août 1981)

plaisantins.

9 août

Descendons du train à Jelenia Gora, où nous retrouvons Danuta, la sœur de Katarzyna, et son mari Karol. Nous partons en auto pour Legnica. Route très plaisante à travers les monts Karkonosze. Dans les faubourgs de Legnica, nous longeons en voiture la raffinerie de cuivre qui, lentement, empoisonne toute la ville. Sur plusieurs centaines de mètres autour de l'usine, ce ne sont qu'arbres morts et terre pelée, tant les fumées qui s'en dégagent sont nocives. Le communisme, c'est aussi le mépris des hommes et de leur santé.

Karol nous emmène dans les quartiers de Legnica réservés aux soldats de l'Armée Rouge*. Il se plaint à nous montrer la saleté et le manque de goût des «Ivans» (par exemple, les journaux à certaines fenêtres en guise de ri-

deaux). Sur le mur d'une caserne soviétique, vu le signe PW dessiné à la craie. Ce sont les initiales de «Polska Walczaca» : Pologne en lutte, emblème de la résistance contre les nazis pendant la dernière guerre. «Mais les Russes ne savent pas ce que ça veut dire», ajoute Karol.

Sur une place de la ville, monument du maréchal Rokossovski. La laideur de cette tête sculptée laisse à penser à une «provocation» de la part de l'artiste.

10 août

Soirée chez Anka, lointaine cousine de Katarzyna, que je ne connaissais pas. Son mari est capitaine de la milice et, assure-t-il, tout à fait acquis à Solidarité.

11 août

Après-midi au cinéma pour voir «L'homme de fer», de Wajda. En sortant, nous voyons une cinquantaine de soldats (polonais,

pas soviétiques) qui font la queue pour la séance suivante. Étonnant quand même qu'on les ait laissés sortir de la caserne pour voir pareil film, qui n'est pas tendre pour la «patrie socialiste».

Dans la rue, les gens font la queue pour le lait, les légumes, mais aussi pour des glaces à la vanille (30 m environ) ou de la vodka (100 m environ), denrées bien moins nécessaires. Il y a là à méditer sur un mystère du comportement humain.

13 août

A Rycerka Gorna, où nous retrouvons Janek et les siens. Promenades dans les forêts des monts Beskyde, malheureusement pillées par le régime, qui les exploite comme si cette génération était la dernière en Pologne. (Je me souviens des propos de Z., garde forestier, il y a deux ans). Avons causé avec une paysanne qui se plaint de ce que les sangliers dé-

exécutant passivement les directives, règlement et prescription aussi délirants et nocifs soient-ils; la pénurie permanente et généralisée des biens élémentaires absorbe toutes les forces vives et énergies dans la lutte quotidienne et sans répit pour la survie brute, se réduisant à une existence quasi végétative.

La Pologne est donc entrée en «état de guerre». Guerre menée par qui et contre qui ? Par la Pologne «officielle» contre les Polonais réels. C'est cela - comme nous l'ont docement expliqué, pour une fois à l'unisson, ce dimanche fatidique du 13 décembre de l'an de grâce 1981 à l'Ouest comme à l'Est, ces princes qui nous gouvernent-, qu'on appelle «une affaire intérieure d'un pays». Les soldats polonais avec leurs fusils, mitraillettes, tanks, avions, hélicoptères, l'administration militaire polonaise avec ses tribunaux d'exception, prisons, camps de concentration, s'emploient à tenir en respect, à terroriser et à réduire au silence la population polonaise; «rien que cette population et toute cette population, je le jure en mon âme et conscience», tel est, je l'imagine, leur serment avant de passer à leur sinistre besogne.

Le pouvoir soi-disant polonais, la petite clique de ceux à qui une puissance étrangère a donné, à l'intérieur d'un Etat prétendu polonais, tous les moyens de violence physique et morale -propagande, chantage, menaces via les mass media-, entend combattre, toujours en exécutants obéissants

et zèles de la dite puissance, «avec la dernière énergie possible», ses propres citoyens. Il y a là, dans ce fait politique et militaire, toute la force, toute la vérité, tout le raccourci signifiant d'un symbole : dans un Etat totalitaire, le pouvoir ne repose ni sur la tradition, ni sur l'autorité, ni sur le consensus, mais uniquement sur la violence, violence nue, à l'état chimiquement pur; et l'objet premier en même temps qu'ultime de cette violence, sa cible propre, c'est le «sujet», le ci-devant, le citoyen.

Dans les pays du socialisme réel cette pénurie n'est pas «un accident de parcours», une caractéristique contingente du système (d'ailleurs elle ne souffre aucune exception, elle peut varier en

quantité, elle ne disparaît jamais en tant que «qualité de la vie». Elle fait partie, quels que puissent être les souhaits, voire les efforts subjectifs des détenteurs du pouvoir, de ses finalités «objectives»; elle constitue le moyen le plus sûr de détruire physiquement, biologiquement les individus, de les «délabrer» tout au long de leur existence. Il s'agit d'avoir raison de leur corps comme parallèlement on réduit à la raison leurs esprits ou leurs âmes.

C'est à ce néant, à cette mort multiforme et généralisée, mort totalitaire que les Polonais ont déclaré la guerre. Comme les Hongrois en 1956, les Tchécoslovaques en 1968. Mais jusqu'à ce jour ils sont les seuls à ne pas ac-

cepter la défaite. C'est la cinquième fois qu'ils récidivent. En inversant par leur pratique révolutionnaire le slogan des foulitudes défaitistes de l'Occident : «besser rot als tot» (plutôt rouge que mort). Le martyrologue de ceux qui savent proclamer vers nous qui ne savons pas : «besser tot als rot».

Ce faisant, les Polonais restent toujours fidèles à ce destin historique qu'ils ont fait leur : s'ériger en «rempart de la chrétienté». Au temps où il y avait encore la chrétienté, au temps des déferlements mongols et turcs. S'il n'y a plus de chrétienté aujourd'hui, il nous reste son deuxième commandement qu'elle nous a légué en héritage : celui du respect de l'autre -«l'amour du prochain»-, de la valeur inaliénable de l'homme, de la «personne», ce que nous appelons de nos jours «les droits de l'homme».

Les Polonais sont aujourd'hui les seuls à les défendre héroïquement : au prix même de leur existence. Contre un ennemi autrement plus redoutable que les Tatars ou les Turcs. Contre «la troisième Rome» (depuis plusieurs siècles Moscou prétend au titre de troisième Rome), celle de la «Bête» de l'Apocalypse. Aussi, habitants de France, ne vous demandez pas pour qui sonne le glas si vous l'entendez - Dieu nous en préserve- sonner sur les bords de la Vistule : il sonne pour vous.

Georges-Hubert de RADKOWSKI



■ Au fond à droite : monument commémoratif à Poznań «Pour la Justice, pour la Liberté, pour le Pain, 56 - 68 - 71 - 76 - 80». A gauche : la statue du poète patriote Adam Mickiewicz. Au premier plan sur un poteau : une affiche de Solidarité où l'on distingue la Pologne blanche sur fond d'Europe rouge.

terrent ses pommes de terre la nuit, sans qu'on puisse s'y opposer, car la région, depuis quelques années, est un terrain de chasse réservé aux dignitaires du parti et à leurs hôtes étrangers.

15 août

A Bielsko-Biala, dans le nouvel appartement de Janek. Je lis de nombreux numéros de «Solidarité» qu'il conserve dans un gros dossier. C'est vraiment une révolution qui a eu lieu en Pologne. Ainsi par exemple «Solidarnosc Podbeskidzia» relate avec enthousiasme l'échec du défilé du 1er mai de cette année, et le succès de celui du 3 mai (anniversaire de la constitution polonaise de 1790 et fête nationale avant la guerre). Autres articles, aux titres éloquentes : «Sommes-nous menacés par une intervention soviétique ?», «Hongrie 1956 - 13 jours d'espoir».

Curieuse impression en Pologne : l'économie réelle n'est pas l'économie officielle et le pays officiel n'est pas le pays réel. Dans un pays qui a retrouvé la valeur ontologique des mots et qui est tout à la joie de pouvoir enfin appeler les choses par leur nom, il est des plus cocasse d'entendre le discours officiel user des mêmes

formules vides, des mêmes stéréotypes que naguère, comme s'il flottait dans on ne sait quelle brûle et que rien ne pouvait le rappeler à la réalité. L'idéologie est une hypnose. Le plénum du parti vu à la télévision : une assemblée de spectres.

17 août

Voyage à Cracovie avec K. Adamczyk et mon beau-frère Włodzimierz pour «accélérer» l'obtention du visa français de ce dernier. Chose possible grâce à Adamczyk, qui connaît une employée du consulat (sinon Włodzimierz aurait dû venir tous les jours à Cracovie - 200 km aller et retour - et l'essence est rare - pour ne pas perdre son tour dans la queue de quatre jours des candidats au départ pour la France).

Déjeuner à l'Hôtel Français. Je commande du filet aux champignons, un des rares plats non rayés sur la carte. En apportant mon assiette, la serveuse s'excuse : «malheureusement, les champignons, c'est fini», et je mange un bout de viande avec des pommes de terre à l'eau. Heureusement, ce restaurant sert encore de la bière.

Dans les rues de Cracovie, nombreux moines. Jeunes franciscains

en habit et... chaussés de vieilles adidas.

19 août

A Zakopane, chez X. Réflexion de son père : «Ce régime a du bon, qui rend les hommes heureux d'un rien, d'un rouleau de papier hygiénique, par exemple.» Il nous rapporte aussi ces paroles d'une vieille femme à une autre qui accusait Solidarité d'avoir rendu la vie quotidienne trop pénible : «Avez-vous jamais vu accoucher sans douleur ?»

20 août

Lu dans «Solidarnosc Podbeskidzia» du 30 avril cette déclaration de l'écrivain T. Konwicki à des dissidents tchèques : «Pour le pouvoir, le moment le plus dangereux sera celui où la culture latine se lèvera contre Byzance, et où les opprimés se donneront la main. Il y a trois peuples de tradition latine : les Tchèques, les Polonais et les Hongrois».

22 août

Nous quittons la Pologne à Wrocław, ou Danuta, Karol et leur fils sont venus nous accompagner. Déjeunons tous ensemble au Grand Hôtel, face à la gare. Le

garçon ne nous présente même pas la carte et nous annonce d'emblée les trois seuls plats disponibles : foie de volaille, gésier ou boulettes de viande. Même les meilleurs restaurants n'ont à proposer que des bas morceaux. Vu cette affiche sur la vitre d'un tramway :

Tsenzura (en russe)
Nous ne voulons plus
de cet héritage des
partages de la Pologne
(en polonais)
Zensur (en allemand)

23 août

A la frontière polono-allemande, les douaniers allemands fouillent tout notre compartiment, examinant le dessous des banquettes avec un miroir. L'un d'eux épluche les quelques classiques russes (éditions soviétiques, introuvables en URSS mais que l'on peut se procurer dans les pays satellites) que j'ai achetés. Sans doute espère-t-il en voir se détacher une proclamation de Solidarité aux ouvriers de Dresde ou Leipzig. En vain.

Jean-Marie SUROT

* A Legnica se trouve une base soviétique de plusieurs dizaines de milliers d'hommes.

MOTION POLITIQUE ECONOMIQUE

1/ Nationalisations. Tout en déplorant un manque de cohérence et d'explications dûs au flou des principes du gouvernement socialiste, la NAR considère que les nationalisations peuvent être positives. Pour cela il faut :

- qu'elles soient l'instrument d'une politique industrielle et non l'adhésion aveugle à une idéologie, ou à une étatisation.
- qu'elle soient le moyen de remise en cause du mythe du gigantisme, de la concentration industrielle prônant la division internationale du travail. Elles doivent permettre l'éclatement des groupes financiers.

2/ Projet et structures industrielles. Hostile à la logique d'une société industrielle fondée sur la seule volonté de puissance, la NAR souhaite une « planification à la française ». Celle-ci doit favoriser une dispersion industrielle qui donne corps à une véritable régionalisation. C'est à cette seule condition que les notions d'initiative privée, de libre entreprise et de concurrence reprendront un sens réel.

3/ Le protectionnisme. La NAR se félicite de voir le gouvernement s'orienter vers une reconquête du marché intérieur, mais souhaite que, lorsque les circonstances l'imposent, il prenne des mesures de protection. Ce protectionnisme doit être temporaire afin de permettre :

- à certains secteurs de renouveler leurs structures et non de se maintenir dans la sclérose.
- à certaines industries, indispensables à l'indépendance nationale, de naître ou de continuer à vivre.

Pour cela, il faut rompre avec un « libéralisme économique » dont les principes ne sont pas respectés par nos partenaires. Il convient également de revoir nos échanges sur la base de relations d'Etat à Etat (notamment avec des pays peu développés qui nous sont complémentaires).

C'est à ces conditions que le dramatique problème du chômage trouvera un début de solution.



■ A la tribune : Yves Lemaignan, Bertrand Renouvin, Jacques Beaume.

A Paris, les samedi 12 et dimanche 13 décembre derniers, les adhérents de la N.A.R., prévenus et invités par la « lettre aux adhérents », étaient réunis pour leur deuxième congrès national. La réunion se tenait à huis clos. Cette précision n'est pas inutile dans la mesure où un nombre non négligeable de nos abonnés pensent souvent que par l'abonnement au journal ils sont adhérents à la NAR. C'est d'ailleurs en partie pour éviter cette source traditionnelle d'équivoques que nous avons décidé de ne pas annoncer notre congrès dans le journal. Mais une raison plus intime nous incitait peut-être à ne pas trop parler du congrès avant qu'il n'ait eu lieu.

Le congrès est en effet une institution nouvelle dans notre mouvement. Nous l'avons essayée pour la première fois au printemps 1981. L'expérience avait été peu concluante. On déplorait des procédures peu précises et mal respectées. Certains s'interrogeaient sur la maturité politique des adhérents de la N.A.R.... Il avait fallu toute la détermination de la commission des réformes internes, mise en place par le Comité directeur en mai 1981, pour imposer l'organisation d'un nouveau congrès dans de très brefs délais.

Après coup, on ne peut qu'ap-

prouver cette détermination car le deuxième congrès de la N.A.R. a été parfaitement réussi.

Le nombre des participants est resté modeste au regard de celui de nos adhérents. La région parisienne notamment avait peu de délégués, conséquence directe sans doute des déceptions engendrées par le premier congrès. En revanche les sections de province étaient mieux représentées et cela fut un facteur d'équilibre et de crédibilité pour les travaux de ces deux jours. Arrivé au dimanche soir, le sentiment général devait être la satisfaction d'avoir participé à des débats d'un bon niveau et manifestement utiles. Soulignons que cette satisfaction était partagée par tous les congressistes, y compris par ceux qui avaient pu se trouver en minorité lors du vote des différentes motions. C'est dire l'excellent climat dans lequel nous avons discuté, avec un respect sourcilieux des règles du débat et surtout un respect pour les opinions de chacun, tout-à-fait exemplaire.

UN TRAVAIL FONDAMENTAL

L'objet de ce congrès était de fixer, pour l'année à venir, la position politique de la N.A.R. sur quatre questions brûlantes. C'était

ACTION ROYALISTE

à paris le 11e

MOTION REFORME REGIONALE

La NAR trouve positif le processus de décentralisation amorcé par le gouvernement car il est susceptible de mettre fin à deux siècles de jacobinisme étouffant qui devenait dangereux pour l'unité de la nation.

La NAR souhaite que le flou du projet proposé autorise une démarche pragmatique tant en matière de cadres territoriaux qu'en matière d'action économique et sociale. Elle ose espérer que ces textes seront à l'origine de l'indispensable renouvellement de la classe politique régionale.

Pour la NAR l'enseignement comme le démantèlement des grands groupes économiques doivent être inclus dans le champ de la réforme. Elle redoute qu'un renforcement des féodalités politiques ne viennent dénaturer cette réforme nécessaire et ne dépasse les possibilités arbitrales de l'Etat actuel.

MOTION SYTEME EDUCATIF

Constatant la faillite du système éducatif français, la NAR souhaite que le « changement » en ce domaine dépasse le faux problème du débat enseignement privé/enseignement public. Une chance est offerte à la nation, au cours d'un grand débat, d'envisager enfin une transformation globale et radicale du système éducatif français. Ce projet, en accord avec les principes de la nouvelle citoyenneté, dans le cadre d'une réelle décentralisation, se devra de promouvoir la diversification des formes et des initiatives pédagogiques dans le but d'adapter l'enseignement à la personnalité de chacun.

La révolution de l'enseignement dans ce pays n'ira pas sans une révolution économique parallèle.

les 12 et 13 décembre 1981 : congrès de la n.a.r.

nécessaire à un moment où les passions s'expriment dans des directions contradictoires et que des individualités sont tentées de mettre parfois violemment en cause les positions prises par la direction de la N.A.R. La ligne arrêtée par le deuxième congrès pour chacune de ces quatre questions, ainsi que la ligne générale, s'impose désormais avec force et légitimité à chacune de nos instances et chacun de nos adhérents. Le Comité directeur chargé de définir et de mettre en œuvre la politique de la N.A.R. en collaboration avec le Conseil National élu lors du Congrès se tiendra à cette ligne.

Voilà pourquoi le travail auquel nous invitons nos adhérents était fondamental. Les quatre questions portaient sur : 1/ le système éducatif, 2/ la politique économique, 3/ la politique étrangère et la défense nationale, 4/ la réforme régionale.

Elles donnèrent lieu à un débat approfondi en commission le samedi après-midi, après que, le samedi matin, les dirigeants de la N.A.R. eurent fait le rapport moral classique et informé les adhérents de quelques points particuliers.

Les débats en commissions animés par des présidents nommés par le Comité directeur firent l'objet de rapports écrits par des secrétaires élus par les membres de chaque commission. Nous publierons l'un de ces rapports (1) dans le prochain numéro, autant pour éclairer nos lecteurs sur notre façon de travailler, que pour compléter la motion «éducation» publiée ci-contre. Chaque commission avait en effet, à la fin de ses débats, la tâche d'approuver une motion. Cette dernière pouvait être le projet de motion proposé par le Comité directeur, intégralement, ou ce projet amendé par la commission, ou bien encore un texte entièrement différent du projet initial.

Il revenait à l'Assemblée générale des adhérents, réunie le dimanche matin, de trancher par

LE COMMUNIQUÉ FINAL

Le second Congrès de la NAR s'est tenu à Paris les 12 et 13 décembre. Il a procédé au renouvellement du Conseil National du Mouvement et a adopté la déclaration de politique générale suivante :

Face aux réformes essentielles et aux orientations qui se dessinent depuis le 10 mai, le deuxième congrès de la NAR :

— Juge que la politique économique du gouvernement peut être positive si les nationalisations et la reconquête du marché intérieur sont mises au service d'une politique industrielle globale.

— Approuve le processus de décentralisation, tout en craignant un renforcement des féodalités politiciennes.

— Approuve les orientations de la diplomatie nouvelle à l'égard du Tiers-Monde mais estime que le développement des pays les plus pauvres exige une rupture avec le système économique libéral.

— Souhaite le renforcement de la force nucléaire stratégique, constate que l'armée de conscription est inefficace et demande sa suppression.

— Espère une transformation globale et radicale du système éducatif français, dont l'échec est patent.

— Déploie l'incohérence du discours gouvernemental en matière d'information, le flou d'une diplomatie qui se refuse à rompre avec l'atlantisme et un européisme dépassé. Déploie la menace que fait peser sur l'indépendance de l'Etat un Parti Socialiste en proie aux tentations hégémoniques.

— Demeure cependant favorable aux principaux choix du Président de la République dans la mesure où ils sont conformes aux principes que la NAR tient pour essentiels : Indépendance nationale, indépendance de l'Etat, Justice sociale, Liberté des citoyens.

son vote. Informée, par les secrétaires de commissions, de la teneur des discussions, du pourquoi et du comment des positions adoptées, l'A.G., après d'assez riches débats, approuva chacune des motions et régla certaine question d'«amendement complémentaire.» On vota à main levée, mais toutes les formes de démocratie devaient être appliquées au Congrès. Le moment était en effet venu de dépouiller les bulletins sous enveloppes des élections au Conseil National. Tandis qu'un bon nombre de congressistes partaient pour le déjeuner, d'autres assistaient aux opérations assez longues puisqu'il s'agissait d'élire un ou plusieurs conseillers pour chacune des 13 «régions électo- rales» de la N.A.R. Rappelons que l'enjeu de ces élections est rendu particulièrement important par le fait que c'est au C.N. que revient le droit de désigner les deux militants parmi lesquels le C.D. coopte chaque année l'un de ses membres, ainsi que le règlent nos statuts.

En tout début d'après-midi, le Comité directeur se réunissait pour élaborer la motion finale prenant en compte les divers éléments des débats. On proclamait enfin les résultats des élections au C.N.. L'après-midi fut alors consacrée à la discussion et au vote de cette motion finale par l'Assemblée générale. Après l'allocution du Président du Comité directeur, Yves Lemaignan, il restait aux congressistes à émettre un certain nombre de vœux sur l'usage qu'il fallait faire de tel ou tel texte, ou sur l'organisation du prochain congrès. Mais le temps pressait, si des suggestions n'ont pu être exprimées, «la lettre aux adhérents» ouvre bien volontiers ses colonnes aux congressistes...

En attendant, avec une certaine impatience, le troisième congrès que désormais nous savons devoir être un succès.

F. A.

(1) Rapport sur l'Education, par Axel Tisserand.

MOTION POLITIQUE ETRANGERE

La NAR estime positive les orientations actuelles de la nouvelle diplomatie, et notamment la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador, et le rapprochement entre la France et l'Algérie.

Dans le domaine des rapports Nord/Sud, elle constate que la conférence de Cancun a marqué un progrès, même s'il y a loin encore des discours aux actes. Elle pense que la misère qui frappe les pays sous développés, largement induite par la croissance désordonnée des nations industrialisées, ne sera pas résolue par les seules aides financières et que la concertation doit d'abord porter sur les conditions du développement autonome des économies les plus pauvres.

Elle attend du gouvernement des initiatives tendant à resserrer nos liens avec les pays qui veulent reconquérir ou maintenir leur indépendance face aux impérialismes. Elle souhaite tout particulièrement le développement d'une politique d'amitié et d'échanges économiques et culturels avec les pays francophones et les pays méditerranéens.

Elle constate l'échec de la C.E.E. dont les principes ne sont plus respectés et qui n'a pas su empêcher la soumission de l'Europe à l'économie américaine et à la loi des multinationales.

Elle estime que la paix au Proche-Orient passe par la reconnaissance mutuelle des parties en présence et par le droit de vivre dans des frontières reconnues et sûres.

Dans le domaine de la Défense, la NAR souhaite le renforcement de l'armement nucléaire stratégique, qui est de nécessité vitale. Constatant que l'armée de conscription est inefficace, compte tenu des évolutions technologiques et stratégiques, elle souhaite sa disparition.

la liberté souffre violence

De ces souvenirs de guerre, «la vertu contemplative n'est jamais absente» a pu écrire très justement, dans sa préface, Pierre Emmanuel.

L'aventure d'Elisabeth de Miribel a commencé en 1940 à Londres, où elle appartenait à la mission française chargée, sous la direction de Pierre Morand, de faire la liaison avec le Ministre britannique de la guerre économique.

A la demande de son ami d'enfance, Geoffroy de Courcel, alors aide de camp du Général de Gaulle -et le premier français à l'avoir suivi- elle tape l'appel du 18 juin... non sans difficulté car elle n'était pas dactylo !

Peu de temps après, parce qu'elle avait un cousin marié à une québécoise, elle est envoyée au Canada pour y défendre la cause de la France Libre. Trouvant contre les intrigues de certains Français un grand réconfort dans ses entretiens de New-York avec Jacques Maritain et le père Couturier, elle crée à Montréal un service d'information et organise avec l'aide du général Vanier, ancien et futur représentant diplomatique du Canada à Paris, une tournée de conférences de l'Amiral Thierry d'Argenlieu.

En 1943, elle rejoint le général de Gaulle à Alger au moment où se réunit l'Assemblée consultative. Rencontrant, à cette occasion plusieurs résistants, venus de France, dont en particulier Pierre Brossette, elle trace d'émouvants portraits de ces hommes souvent angoissés par le sort de leurs compagnons et impatientes de voir les alliés occidentaux ouvrir le second front.

Devenue correspondant de guerre elle va assister en Italie à la bataille de Cassino dans la division du général de Monsabert. Elle relatara les exploits de ses tirailleurs et l'héroïsme des ambulancières. Puis gagnant le pari qu'elle avait fait avec Leclerc, elle parvient à rejoindre celui-ci près d'Alençon et participe ainsi avec la 2ème D.B. à la marche victorieuse pour la libération de Paris.

Ce sera ensuite le Cabinet du général de Gaulle jusqu'à son départ du pouvoir en 1946, le Quai d'Orsay et le R.P.F. où elle collabore avec André Malraux, enfin,

le Carmel où elle se sent appelée par Dieu mais où sa santé ne lui permettra pas de rester.

Voici un résumé rapide de cet ouvrage qui n'est pas, nous dit-elle en conclusion «un livre d'histoire» mais qui «retrace quelques étapes d'une vie avant que la nuit de l'oubli ne vienne la recouvrir» ajoutant, en citant Jacques Maritain, que «le principal n'est pas de réussir, ce qui ne dure jamais, mais d'avoir été là, ce qui est ineffaçable».

Mais si ce livre témoigne d'une haute élévation de pensée, si les portraits qu'il contient, les con-

versations qu'il rapporte nous émeuvent souvent et nous intéressent toujours, son principal intérêt nous paraît tenir plus encore à ce qu'il est aussi le récit d'une rupture : celle d'une femme de cœur et d'une patriote avec son milieu. Cette rupture, comme le général de Gaulle lui-même, -Pierre de Boisdeffre à écrit sur ce thème un «De Gaulle malgré lui» (1)- les premiers gaullistes l'ont presque tous vécue; tous ceux tout au moins, qui appartenaient à l'armée, à la bourgeoisie, aux cadres de l'Etat.

De ces ruptures, celle d'Elisabeth de Miribel est exemplaire. Fille de Colonel, petite fille, du côté paternel du général de Miribel, qui fut le créateur de l'Etat Major général de l'Armée, et arrière petite-fille, du côté mater-



■ E. de Miribel
correspondante de guerre
en Italie - avril 1944

nel, du maréchal de Mac Mahon, elle sortait, écrit-elle, «d'un milieu protégé à l'extrême». Déjà, quelques années plus tôt, à la fin de ses études, sa décision d'aller soigner en Suisse des enfants anormaux et délinquants avait fait scandale. Combien plus le fera son adhésion à la France Libre dès qu'elle sera connue de sa famille ! «Le Maréchal a une lourde tâche... Ce n'est pas à des gens de notre race de le desservir et de marcher contre son cours» lui écrit sa mère en 1941. «Pourquoi le général de Gaulle a-t-il envoyé ses soldats se battre contre d'autres Français en Syrie» lui demande son père lors de leurs retrouvailles le 25 août 1944 (comme si Jeanne d'Arc n'avait pas combattu les Bourguignons - en même temps que les Anglais - et Henri IV les Ligueurs !).

Dans une lettre citée par l'auteur, le Père Couturier, reprochant à l'Action française d'avoir corrompu «ce qu'il y avait de plus pur et de plus fier» dans les traditions de l'aristocratie et de la monarchie, écrit à propos de l'exécution d'Honoré d'Estienne d'Orves : «C'est pourquoi, dans le drame qui vient de se jouer à Paris, il est bon que la première victime soit un noble. Il est tombé à la place exacte que l'honneur assignait à la noblesse française.»

C'est bien à cette place qu'a combattu Elisabeth de Miribel.

R.L. LATOUR

Elisabeth de Miribel -La liberté souffre violence- Ed. Pion. Prix franco : 69 F.

(1) Albin Michel.

FEUILLETS D'EN MARGE

6 décembre - *Le discours tiers-mondiste de Mitterrand est une imposture s'il ne s'accompagne pas d'une revalorisation de la pauvreté jusque dans les pays nantis. On ne peut promettre la richesse à tout le monde quand la richesse des uns résulte du pillage des autres. L'économie est un jeu sur un nombre fini de possibilités. La morale est de dire : «Français, vous serez un peu moins riches parce que d'autres qui n'ont rien ont le droit d'être un peu moins pauvres». J'attends ce discours : «Voilà ce que serait la Révolution que j'attends. Voilà ce que serait la Révolution de l'Esprit. Le reste est littérature de gare où n'entre jamais que des trains d'illusions !*

13 décembre - *Les réalistes qui flattent le réel sont les dupes du réel. La seule façon légitime d'être réaliste c'est d'être visionnaire, car il en va du réel comme d'une troupe, il n'avance qu'à condition de suivre. Le gaullisme (du 18 juin) n'est pas autre chose que l'accomplissement de la France par elle-même quand l'imagination est en avance d'une forme sur le réel. J'ai cru que le 10 mai serait une chance donnée à la France de Michelet d'être sur son temps en avance d'une Révolution. Mais, à tort ou à raison, Mauroy, qui a de la sensibilité (quel progrès sur Barre !) me paraît manquer d'audace et d'imagination. Il faudrait du culot; nous n'avons que des rêves courts. Mitterrand lui-même, je lui trouve trop souvent l'air d'un notaire radical-socialiste qui aurait lu «L'histoire des Girondins» de Lamartine. Il y a des cir-*

constances où il faut savoir être Montagnards. Nous n'en sommes peut-être pas là. Mais le pire qui pût nous arriver serait, non pas que notre Président fût un social-démocrate ou un social-traitre, mais qu'il fût un social-sentimental. B. Renouvin appelait ici-même le gouvernement, tout l'Etat, à mobiliser le pays autour d'un projet. C'est ce que je veux dire. Nous respirons une atmosphère de rose fanée, c'est malsain. La sensibilité, qui nourrit les rêves, ne vaut rien en politique (pavée de bonnes intentions) si elle ne nourrit aucune volonté à la tête de l'Etat, aucune forme de l'action. J'attends une volonté au service d'une imagination nouvelle.

20 décembre - *Mauriac se défend, dans son Bloc-notes, d'être polémiste, mais il écrit : «Au seul nom de de Gaulle, nous verrions, au fond du panier, se désenlacer toutes ces pattes ennemies. Nous verrions faire front toutes les pinces, et ce joli monde se dresser comme un seul crabe.»*

Le roué ! Et l'admirable Mauriac ! Il lui sera beaucoup pardonné pour avoir beaucoup (et si bien) écrit. Un polémiste, s'il n'a pas de talent, le temps ne le suit plus : il est illisible au premier tournant des générations. Il fatigue. Mais Mauriac, quelle verve ! quel éveillé ! Quelle présence ! Quel maître ! Mauriac est l'horizon de tout écrivain français.

Gilles HAUBERVILLE

Si J-M Domenach a beaucoup plus que du talent, - à Paris, la chose du monde la mieux partagée, - c'est parce qu'il a, ensemble, les vertus très rares de l'intelligence et de la générosité. J-M Domenach a la vocation de comprendre. Mais il ne s'en laisse pas accroire. Avec un courage dont je lui sais gré depuis longtemps, au cœur de la mêlée intellectuelle de ces trente dernières années, il a de façon vivante et parfois polémique, défendu ce qu'il convient encore d'appeler les valeurs. Son « Enquête sur les idées contemporaines » (1) apparaît comme une sorte de bilan d'une vie consacrée à débattre l'idéologie partout où son discours schizophrénique tourne contre l'homme. J'avoue toutefois, que, sans ignorer la saveur des questions posées, parfois avec fermeté, au structuralisme, à la psychanalyse, à la nouvelle histoire ou encore à la sociobiologie, c'est franchement avec gourmandise que j'ai lu les développements plus personnels de l'auteur, où il s'avance à visage découvert, entouré de ses orages et de ses certitudes : ses premiers chapitres, ses études sur le marxisme, sur les nouveaux libertaires, sa conclusion. Il est clair que pour Domenach le seul combat qui vaille, qui compte encore, c'est le combat de l'homme contre tout ce qui l'écrase, l'humilie, le réduit ou le nie; et que la seule façon d'être antitotalitaire, ce n'est pas d'être libéral, c'est d'être personnaliste et communautaire, - j'allais dire, fraternel. Péguy et Mounier, souvent cités, contre Marx, Freud et les -ismes, voilà sa fidélité. Elle est difficile. Elle honore Domenach, qui n'a jamais cessé d'être le maître de mon éternelle classe de philosophie.

Je suis ainsi d'autant plus à l'aise pour exprimer mes réserves sur les développements réservés à Girard. Que Girard soit le « Hegel du christianisme », la formule a de quoi séduire, elle ne convainc pas. C'est du journalisme. Il est pourtant clair que chez Girard les termes de l'alternative : christianisme ou désespoir, ne sont pas, selon le mot de Ricœur que cite Domenach, les termes d'un « marché sordide ». Non seulement Girard ne marchandait pas le salut, mais encore il n'est pas sûr, à bien y réfléchir, que le pessimisme romantique du XXème siècle ne trouve pas dans le désespoir un faste de fin du monde plus séduisant que les ornements forcément un peu vieillots du christianisme. Je ne vois pas de marchés sordides, seulement une robuste santé intellectuelle qui pose enfin les vrais problèmes. C'est une heureuse surprise sur laquelle, pour ma part, je ne me sens pas le droit de faire la fine bouche.

Lorsque Girard écrit que « la nécessité du Royaume de Dieu devient scientifique », c'est d'une nécessité morale qu'il s'agit, qui suppose une conversion spirituelle; nullement d'une nécessité extérieure à la personne, naturelle ou historique. Celle-ci ferait une contrainte : Girard sait que l'Amour n'est pas contrainte, qu'il en est le contraire. Si le christianisme est scientifique, ce n'est pas sous le coup d'un nouveau positivisme, ce serait trop absurde; c'est parce que le christianisme est cohérent, opératoire, c'est parce qu'il a pris sur l'histoire et pris sur l'avenir. Dire que l'histoire a un sens, cela ne signifie pas ici qu'elle a une direc-

les urgences

par Alain Flamand



■ René Girard : « un Hegel du christianisme » ?

tion imposée, nécessaire, inéluctable, mais qu'elle a une signification. Quant au dernier mot, il nous appartient. Domenach a-t-il jamais dit autre chose ? De Girard, je dirais volontiers, non qu'il est hégélien, mais qu'il est pascalien. Son apologétique est tendue; de là le ton qu'elle prend, tantôt pathétique, tantôt (mais si peu souvent) polémique : le salut, qui n'est plus seulement comme chez Pascal le salut de chacun mais le salut de tous (Girard parle du salut à des vivants, voire à des survivants), ne se fera pas sans ma liberté et moins encore contre ma liberté. Seulement ce que Girard ose rappeler, à l'aide des sciences humaines dont il continue à poser l'autonomie à l'égard de la morale, c'est que l'amour est l'épanouissement de ma liberté. Si la morale est scientifique, c'est peut-être parce que les sciences humaines sont pour une fois morales. C'est plus sûrement parce que la morale et la science disent la même chose : la Bombe nous menace; il n'y a pas de réserves à cela, c'est l'absolu de notre temps.

Domenach reproche également à Girard d'avoir écrit : « il faut faire confiance au réel ». Mais le réel ne passe pas ici par la majuscule d'un absolu historique. Faire confiance au réel, ce n'est pas lui donner raison (l'investir du statut hégélien de la Raison en marche), c'est dire,

je crois : le réel est porteur de sens, le réel porte l'événement, le réel porte l'espoir, hors du réel pas d'espoir. C'est de confiance que parle Girard, pas d'idolâtrie. Ce n'est pas de l'hégélianisme. C'est du réalisme spirituel. L'optimisme est une grave maladie, stalinienne. Le pessimisme est l'autre grave maladie, fasciste. La santé spirituelle c'est la confiance. Hors d'elle, pas de salut. C'est la confiance qui réunira l'homme et son réel : Claudel n'est pas loin, dont Girard évoque la vigoureuse santé. Mais Hegel ?

Domenach ajoute fort justement : « Il y a des pertes sans remèdes. Il y a des destins qu'il faut refuser ». Toute la dignité de son existence en porte témoignage. Mais précisément, Girard dit-il autre chose ? La vie, c'est l'amour : il faut refuser la haine et la violence. Impératif moral : christianisme nécessaire. Girard ajoute : en plus, l'histoire me donne raison, parce que nous sommes dans une impasse, le sacré est pris à son propre piège, le sacré qui fondait dans une violence conventionnelle l'ordre et la paix sociale est impossible, il n'y a plus de bouc émissaire possible. Mais rien n'est dans l'œuvre de Girard béatement optimiste (ni pessimiste, d'ailleurs). Au contraire. Car enfin, rien n'est jamais définitivement joué. Les Chrétiens eux-mêmes n'ont-ils pas occulté le message du Christ ? Le réel dont parle Girard serait hégélien et totalitaire s'il était progressiste, s'il excluait la Liberté et le Tragique. Mais le réel historique de Girard est tissé de tous les fils humains de l'erreur, car depuis le Christ nous sommes en deça de la Révélation : nous avons perpétué l'erreur, nous avons donné du Nouveau Testament une lecture sacrificielle. Nous pouvons continuer l'erreur, Girard n'exclut pas la catastrophe. De là sa démarche pressante. Une fois de plus, s'il y a dialectique, c'est du côté des « Pensées » qu'il faut en trouver le modèle. Il y a dans l'œuvre de Girard des accents du Parni.

Que penser des réserves de Domenach ? Prompt à donner, fort légitimement, de la voix en faveur des nouveaux libertaires, Illich, Lefort et surtout Castoriadis, Domenach m'a plus d'une fois étonné par sa timidité à donner de la voix en faveur des nouveaux Chrétiens. Ce chrétien est sur la réserve. Souci caractéristique du groupe « Esprit » de réunir autour de quelques idées forces des hommes de bonne volonté venus d'horizons intellectuels différents ? Sans doute. Mais déjà, à propos de Clavel, j'avais eu, il y a quelques années, l'occasion de reprocher amicalement à Domenach une charge inutile contre son fidéisme. Avec son habitude honnêteté, il m'avait paru touché. Il parle aujourd'hui en termes justes de Clavel. Mais comme philosophe engagé, Domenach devrait savoir que si les idées qui nous sont chères ne sauraient en aucun cas prendre le premier bateau venu, il y a aussi des urgences qui font passer le confort au second plan. Parmi les urgences il y a l'urgence de sauver le monde, l'urgence de reconstruire l'homme et l'urgence de croire. L'œuvre étonnante de Girard, inattendue, miraculeuse, est une œuvre de reconstruction de l'homme, du monde, de la foi. Il est tonique de lire Domenach : mais il est urgent d'être girardien.

(1) *Au Seuil.*

Alain FLAMAND

IMAGE

Au travers d'un épisode de la vie de l'écrivain Curzio Malaparte, Liliana Cavani fait revivre dans « La Peau » les premiers jours de la libération de l'Italie, fin 1943. Après la peur et la guerre, le dénuement et l'humiliation du vaincu face au vainqueur.



Le cinéma italien, malgré ses monstres et ses héros, n'aime pas la caricature. Trop préoccupé de sa quête du passé proche d'une nation mal remise du fascisme et de la guerre, il refuse de suivre les modes qui, hier, célébraient les vainqueurs pour, aujourd'hui, dans une symétrie absurde, les renvoyer dos à dos avec les vaincus.

Cette armée américaine, qui débarque sur les plages ensoleillées de Naples, qui va faire de cette ville en quelques jours une énorme maison close où les mères vendent filles et fils, est toute droite sortie de l'épopée d'Hollywood : gros soldats naïfs, jeunes officiers à peine sevrés, généraux mal remis des western de John Wayne. Une troupe sans mauvaise conscience, qui se conduit ici en terrain conquis comme dans une quelconque île polynésienne. Pour elle les vaincus sont partout les mêmes, misérables et reconnaissants.

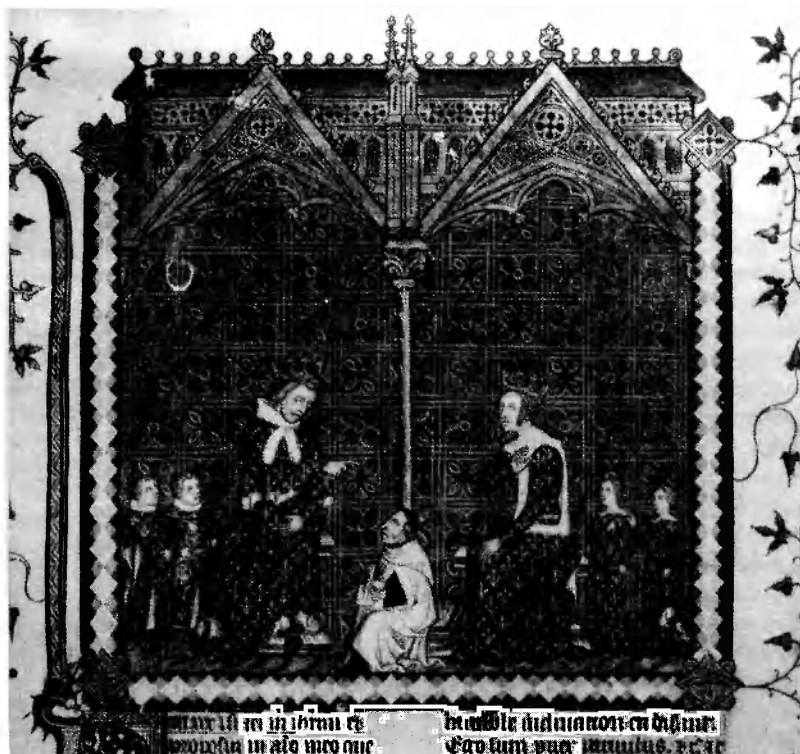
Et pourtant, dans l'indifférence ou le mépris des nouveaux venus, Naples continue de vivre, fière et meurtrie. Sa mafia y fait des affaires en or sur le dos des libérateurs, chacun y défend le seul drapeau qui vaille encore : sa peau.

Haine ou amour de la cité qui survit, les deux sentiments sont personnifiés dans le film par des êtres qui vont connaître la descente aux enfers. Lui, ce capitaine Curzio Malaparte, brillant journaliste, passé du fascisme au camp des alliés, qui assiste, impuissant à la corruption de sa société. Elle,

la femme d'un sénateur américain venue inspecter le front pour des motifs électoraux, une junker bostonienne qu'irrite cette noblesse d'âme latine qui subsiste dans la misère. Chacun, contre l'autre, va marquer des points dans un jeu cruel de vérité. Mais que peut-elle comprendre à cette prostitution familiale où les mères vendent leurs garçons à des tirailleurs marocains, à cette aristocratie napolitaine qui ouvre tout grands ses palais au petit peuple pendant les bombardements. Elle perdra donc tout à ce jeu mais tous deux sortiront brisés : elle, par une éruption du Vésuve qui lui rend insupportable les malheurs de Naples; lui qui comprend à travers l'effroyable scène finale (un père de famille et son enfant sont écrasés involontairement par un char américain qui acclamaient) que la victoire des Alliés n'est plus celle de l'Italie.

Ainsi revivent des plaies mal fermées, des humiliations qui rendent irréparables la cassure entre les vainqueurs et les vaincus. Derrière le masque actuel d'une Europe du Sud qui a globalement adopté le modèle américain, quelle haine du pauvre pour le nouveau riche, quelle soif de vengeance des offensés se cachent ? Curzio Malaparte et aujourd'hui Liliana Cavani ont peut-être mis le doigt sur une des causes du mal de vivre de l'Italie.

Olivier MOULIN



Charles V, Jeanne de Bourbon, leurs enfants et le Carme Golein.

Dans une guerre de cent ans faite de famines, d'épidémies et de dévastations, le règne de Charles V dit le Sage (1364-1380) apparut à l'époque comme une bénédiction du ciel. Une exposition « les fastes du gothique » (1) nous fait redécouvrir cette époque à travers les œuvres d'art que ce roi favorisa.

les fastes du gothique

Une courte rétrospective filmée, au début de l'exposition, rappelle les grands événements marquants du règne de Charles V. Rien ne laissait supposer que ce jeune homme de vingt deux ans, petit, pâle, souffrant d'un œdème à la main droite, deviendrait un grand roi. La situation de la France à son avènement est en effet des plus sombres. Par le traité de Brétigny (1360) les Anglais possèdent désormais outre la Guyenne, Tarbes, l'Angoumois, le Poitou et la Saintonge. Son père Jean le Bon retenu prisonnier à Londres à la suite de la défaite de Poitiers où la chevalerie française se fit tailler en pièces par le Prince noir va mourir en captivité. Paris est aux mains d'une bourgeoisie arrogante dirigée par le prévôt des marchands, Etienne Marcel, qui cherche à amoindrir le pouvoir royal. Il ne faudra cependant que huit années pour que Charles V aidé de son connétable Du Guesclin triomphe de toutes ces difficultés. A leurs morts, les ennemis ne gardaient plus sur le continent que Bayonne, Bordeaux, et Calais.

Mais l'un des mérites de Charles V est aussi d'avoir compris

que s'entourer de luxe était conforter son pouvoir. Au Louvre agrandi et embelli, il installe son immense bibliothèque et se fait aménager une nouvelle résidence, l'hôtel Saint-Paul. Outre les grands travaux d'architecture commandés par le roi qui entraînent un essor artistique sans précédent on assiste à un renouveau des arts mineurs, l'enluminure notamment, dont l'exposition nous offre d'innombrables chefs-d'œuvre. Les arts décoratifs se libèrent également. La conception de l'art n'est plus uniquement religieuse mais annonce par certains aspects hédonistes la Renaissance. L'évolution des statues de la Vierge à l'enfant que l'exposition nous offre à contempler en est la meilleure illustration.

Jamais un siècle n'aura autant été marqué par un roi, mais l'histoire est un perpétuel recommencement. Avec Charles VI devenu fou, tout sera à refaire.

H.B.

(1) « les fastes du gothique, le siècle de Charles V », Grand Palais, entrée : 12 F, jusqu'au 1er février 1982.

ACTION ROYALISTE

■ DIFFUSION DE «ROYALISTE»

L'un de nos soucis principaux est d'augmenter régulièrement l'audience de notre bi-mensuel. Pour cela, et faute de moyens financiers importants, nous ne devons compter que sur l'aide de nos amis, militants ou sympathisants qui ont à cœur de faire connaître le journal autour d'eux. A cette intention nous avons créé deux types d'abonnement spéciaux :

- l'abonnement-paquet pour recevoir 5 ou 10 exemplaires du journal à chaque parution (tarif pour trois mois : 5 ex. : 58 F - 10 ex. 114 F)

- l'abonnement-invendus qui permet de recevoir, avec quinze jours de retard, des numéros invendus du journal (tarif pour 6 mois : 5 ex : 25 F - 10 ex : 45 F)

ACHETEURS PARISIENS

L'administration du journal procède actuellement à une réorganisation de la diffusion dans les kiosques de la région parisienne. Afin de faciliter ce travail et de permettre une meilleure répartition de notre journal, nous demandons aux lecteurs de **Royaliste** qui achètent leur journal en kiosque dans la région parisienne, de s'efforcer, pendant quelques mois, d'effectuer leur achat toujours dans le même kiosque. D'autre part n'hésitez pas à nous signaler les marchands où il serait souhaitable que **Royaliste** soit en vente.

BOITES POSTALES ET CORRESPONDANTS

BOUCHES DU RHONE :
NAR - B.P. 124 - 13605 Aix-en-Provence Cédex.

PYRÉNÉES ATLANTIQUES :
J.J. Boisserolle - Le Hameau du Luy - Cidex 03 A - 64121 Serres-Castet.

MAINE ET LOIRE :
NAR - X. Perrodeau - B.P.253 - 49002 Angers - cedex.

MARNE :
NAR - 32, Bd Diancourt 51100 Reims.

ALPES MARITIMES :
NAR - B.P. 659 - 06012 Nice Cédex.

SEINE MARITIME :
NAR - B.P. 857 - 76010 Rouen Cédex.

YVELINES :
NAR - B.P. 120 78003 - Versailles Cédex.

pour 1982 : un dynamisme renouvelé

L'année qui s'achève aura été à bien des égards une année charnière. Aussi bien en politique internationale où les tristes échos qui nous parviennent de Pologne le confirment, qu'en politique française marquée par le départ tant souhaité de Giscard et le début d'un septennat salué par l'allégresse populaire du 10 mai dernier.

Pour, notre mouvement aussi, 1981 était une année symbolique : celle de notre 10ème anniversaire. Nos amis et «compagnons de route» sont venus, ici même dans ces colonnes, dire ce que, pour eux, représentait la N.A.R., et leurs paroles d'amitiés ont été chaleureusement ressenties par tous nos lecteurs. Mais il convenait également de tirer un enseignement politique de ces 10 ans de combat royaliste. Cela fut fait dans les deux congrès que nous avons tenu cette année et dans les séances de travail du Comité directeur. Doté de structures nouvelles (la tenue du congrès de décembre en est une des premières manifestations), notre mouvement, dont la ligne poli-

tique vient d'être fixée d'une manière nette par le congrès, aborde la nouvelle année avec une force et un dynamisme renouvelés.

Puisque l'an nouveau est traditionnellement la période des vœux, nos lecteurs trouveront ici ceux que nous formons pour eux et leurs familles. Derrière ces mots d'apparence banale et cent fois répétés, se cache chez nous, à la N.A.R., beaucoup plus. Formant une véritable communauté militante, joies et peines de chacun d'entre nous sont ressenties par tous et c'est ce qui contribue à la cohésion étonnante de notre mouvement.

Enfin, au nom des royalistes, nous avons exprimé à Mgr le comte de Paris, chef de la Maison de France et au dauphin Mgr le comte de Clermont, les vœux que nous formons pour eux-mêmes et pour leur Famille qui a la lourde charge historique de représenter l'espoir pour de nombreux Français.

Yvan AUMONT

PARIS

Mercredis de la NAR. Reprise des réunions tous les mercredis à 20 h à partir du mercredi 6 janvier.

RADIO-PARIS

Radio-Paris émet 24 heures sur 24 en région parisienne sur 102 Mégahertz. Tous les lundis à 8 h 45, Bertrand Renouvin y reçoit l'invité de son choix. Pour avoir la grille de programme complète, écrire à Radio Paris, 60, rue de Provence, 75009 Paris.

CONSEIL NATIONAL

Le nouveau Conseil National (élu lors du congrès du 13 décembre) tiendra sa première réunion à Paris les 30 et 31 janvier prochains.

JOURNÉES ROYALISTES

Largeement ouvertes à tout public, les Journées Royalistes marquent toujours un «temps fort» de l'année. Cette année : LES JOURNÉES ROYALISTES DU RENOUVEAU DE L'ACTION ROYALISTE. La date n'en est pas encore fixée d'une manière définitive, mais elles auront vraisemblablement lieu au mois de Mars, avant les vacances de Pâques. A retenir ...

LYS ROUGE



DEBAT SUR LA LEGITIMITE

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (35 F), 6 mois (65 F), un an (110 F), de soutien (250 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

solidarité avec solidarność

Depuis ce dimanche 13 décembre, je ne cesse de penser à ce que nous disait il y a un an Jean-Luc Marion : «quoi qu'il arrive, les Polonais ont gagné». Est-il possible d'écrire cela au moment où la Pologne est terrorisée et martyrisée par une junte militaire ? Les camps de concentration, l'assaut des miliciens contre les usines, la répression des manifestations de rue et de la vie religieuse, ce n'est certainement pas une victoire.

Pourtant, c'est vrai : les Polonais ont «gagné» depuis longtemps. La violence qui s'exerce contre eux en est le signe. On ne récupère pas, on ne corrompt pas, on ne négocie pas avec un mouvement spirituel : on cherche à la détruire. Car «Solidarité», ce n'est pas seulement une plate-forme de revendications syndicales, ni un mouvement révolutionnaire ordinaire. Par delà le jeu habituel des forces, c'est l'affirmation de l'homme même, dans ses droits et dans sa foi. Affirmation invincible, et bouleversante : aujourd'hui, en Pologne, il ne reste plus rien du Parti communiste, de la dictature du prolétariat, du socialisme soviétique, de l'internationalisme marxiste. Pas même le totalitarisme puisque le système qui voulait prendre l'homme tout entier voit que cet homme résiste et échappe, puisant sa force dans ce qui avait été dénoncé comme un opium.

Dire ce qui a été vaincu, et définitivement aboli, n'est en aucune façon se réjouir du drame polonais. D'abord parce que la Pologne paie aujourd'hui, presque seule, le prix de l'incompréhension, des faiblesses et des complaisances de l'Occident. Le «monde libre», riche et protégé, n'a aucune leçon à donner aux Polonais. Mais surtout parce que, depuis le 13 décembre, la Pologne nous met, c'est le moins qu'on puisse dire, mal à l'aise. A l'Ouest aussi, il y a dévoilement, révélation, effondrement des schémas et des mythes. Oh ! Bien sûr, ce n'est pas la première fois que nous assistons, de loin, aux tentatives soviétiques d'asservissement des peuples. Mais maintenant, chacun sent qu'il n'y a plus d'échappatoire possible : on ne peut se contenter d'expliquer par le stalinisme, de marquer une simple réprobation, vite effacée par un jugement «globalement positif» porté sur l'Union soviétique, ou de considérer

que, **malgré tout** un «pouvoir ouvrier» ne peut être totalement pervers. Nul ne peut sérieusement dénoncer les régimes militaires d'Amérique latine s'il ne condamne Jaruzelski : hier encore tolérée par une partie de l'opinion, l'indignation sélective n'est plus supportée. Antifascisme et anticommunisme se confondent dans un même refus du système totalitaire.

Ce changement dans les mentalités ne se fait pas sans peine. Après les indignations sélectives auxquelles la classe politique nous avait habitués, il y a eu les indignations à retardement des premiers jours de ce sinistre Décembre polonais. D'autres l'ont dit avec raison, et avec d'autant plus de force qu'ils avaient



par
bertrand
renouvin

connu le délire totalitaire : il ne suffisait pas, le 13 décembre, de suivre les événements avec «grande attention» comme l'indiquait l'Elysée, et le «nous n'allons rien faire» de M. Cheysson était scandaleux. Dans de telles circonstances, un gouvernement se juge à sa première réaction. Ce ne fut malheureusement pas la bonne. Cela malgré la déclaration de M. Mauroy, bien meilleure que celle de Cheysson mais qui ne dissipait pas tout à fait le malaise : d'une part, en situant l'affaire «dans le cadre de la souveraineté intérieure polonaise», le Premier Ministre semblait donner dans le piège tendu par Jaruzelski; d'autre part, l'allusion naïve au «grand souffle de la Révolution française» (qui n'a tout de même pas créé l'amitié franco-polonaise !) montrait que le Premier Ministre n'avait pas compris ce qui était en jeu en Pologne.

Oui, dévoilement. Devant le drame polonais, le gouvernement (jusqu'à M. Jobert distinguant entre le «beau langage» et la «bonne soupe») n'a pas eu la réaction digne de ce qu'il est et de la nation qu'il représente. Sa première attitude a

été celle, molle, fuyante, que l'on a retrouvé par la suite dans les premières déclarations américaines, dans celles des ministres des Affaires étrangères des Dix, et de l'Internationale socialiste. Certes, il y eu, rapidement, les réactions de L. Jospin et de F. Mitterrand, qui permettent aujourd'hui de dire que la France est «en flèche» par rapport aux autres pays. Nous n'en attendions pas moins de ceux qui avaient tant promis.

Révélatrice aussi, cette manifestation du 14 décembre. Alors qu'il était simple de placer cette démonstration de solidarité sous l'égide de la C.F.D.T. et des autres syndicats, nous avons vu Jospin jouer des coudes, les partis de droite (qui avaient bien sûr le droit d'être là) se servir de la Pologne comme d'une arme anti-gouvernementale, et les trotskistes entonner les chants et agiter les drapeaux que les Polonais honnissent. L'impression aurait été désastreuse s'il n'y avait eu l'expression spontanée de la solidarité populaire et les paroles vraies d'Edmond Maire et, en d'autres lieux, de Mgr Lustiger.

Cette médiocrité politicienne n'est rien en regard de l'effondrement du Parti communiste et de la direction cégétiste. Certes, là encore, nous savions, au moins depuis l'Afghanistan, que le P.C. s'était totalement remis aux ordres de Moscou. Mais une vérité connue doit encore être reconnue. Elle l'est aujourd'hui en France : en se faisant le propagandiste du gouvernement fantoche de Varsovie, le Parti communiste s'est définitivement déshonoré.

Je ne sais si, comme beaucoup l'écrivent, «nous sommes tous des Polonais». Peut-être pas encore. Peut-être pas assez. Il faudra que nous le devenions, si nous voulons revivre. Au prix de leur sacrifice ? Non. Aucune force physique ne détruira la Pologne. Que les Soviétiques interviennent directement ou non, ils ont d'ores et déjà perdu, et connaissent l'ampleur de leur échec politique, idéologique, économique. Reste la force brute et, contre elle, la lutte des peuples pour leur identité. Parce que la France est indépendante des blocs, elle peut leur apporter une aide essentielle. Oublions donc les premières hésitations, et songeons aux moyens de la solidarité.

Bertrand RENOUVIN
23/12/81